

C H R I S T O P H E
P R O C H A S S O N

Les
intellectuels
et le
SOCIALISME

Plon

022927711

32

LES INTELLECTUELS
ET LE SOCIALISME

8
D2 MON
1595

DU MÊME AUTEUR

Dernières Questions aux intellectuels (avec Pascal Ory, Jean Goulemot et Daniel Lindenberg), Paris, Orban, 1990.

Les Années électriques, 1880-1910, Paris, La Découverte, 1991.

Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre, 1900-1938, Paris, Le Seuil, 1993.

Éditeur des *Carnets de Marcel Cachin, 1906-1916*, Paris, CNRS-éditions, 1993 (en collaboration avec Gilles Candar).

Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale, 1910-1919, Paris, La Découverte, 1996 (en collaboration avec Anne Rasmussen).

✓
CHRISTOPHE PROCHASSON

LES INTELLECTUELS ET LE SOCIALISME

XIX^e-XX^e siècle



PLON

LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF
TORONTO

DL-19 09 1997 33504

© Plon, 1997.
ISBN 2.259.18028-0

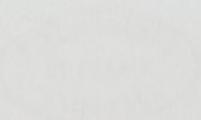


Pour Sophie.

1850 - 1850

1850 - 1850

1850 - 1850



INTRODUCTION

Une histoire terminée ?

En juillet 1983, Max Gallo, secrétaire d'État du gouvernement socialiste de Pierre Mauroy mais également écrivain et historien, regrettait, dans un article du *Monde* resté célèbre, l'absence de mobilisation des intellectuels de gauche aux côtés d'une équipe gouvernementale qui connaissait alors les plus sérieuses difficultés. Les références auxquelles il avait recours en un texte qui manifestait sa déception peuplent la légende de l'histoire de l'engagement des intellectuels de gauche : « Où sont les Gide, les Malraux, les Alain, les Langevin d'aujourd'hui ? »

Il est vrai que deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, longtemps ouvertement souhaitée par ses intellectuels, on ne pouvait manquer de s'étonner du faible enthousiasme déclenché par celle-ci. La joie du 10 mai 1981 retomba vite. En quelques mois, l'atonie l'emporta. A l'instar de la société, les professeurs, les écrivains, les artistes, que le Parti socialiste était parvenu à séduire depuis une dizaine d'années, retournèrent vite à leurs activités habituelles. Au mieux. Car, au pire, ils entrèrent dans un état de dissidence qui, selon certains, définissait l'essence même de l'intellectuel de gauche, né avec l'affaire Dreyfus. Son autonomie était à défendre absolument, seule garante de son autorité, d'autant plus que le compagnonnage de route avec le communisme ou, ultérieurement, ses avatars gauchistes n'avaient pas laissé que des bons souvenirs. L'écrivain Philippe Sollers, qui en savait quelque chose, le formula clairement dans *L'Infini*, revue lancée par ses soins... en 1983 : « Les intellectuels sont dans l'opposition. Par définition. Par principe. Par nécessité physique. Par jeu. »

Sollers, qui fut balladurien lors de la campagne présidentielle de 1995, ne respecta pas cet adage si bien tourné. Ce qui ne lui ôte pas pour autant une manière de lucidité ni même de croyance : les intellectuels de gauche entretiennent avec le pouvoir des relations confuses et contournées qui les conduisent à adopter les positions les plus paradoxales. On eût pu légitimement penser que, sans aliéner une once de leur indépendance, les clercs de sensibilité socialiste eussent plus ouvertement manifesté leur sympathie aux gouvernements socialistes successifs. Le ministre socialiste de la Culture, Jack Lang, s'était beaucoup dépensé à cet effet. On pouvait difficilement s'attendre à ce que ces mêmes intellectuels, devenus très critiques à l'égard de leurs amis au pouvoir, fissent soudain preuve d'une vague sympathie pour un candidat de droite, devenu président de la République en mai 1995, au demeurant peu réputé, à tort ou à raison, pour ses qualités strictement intellectuelles. Cette dernière surprise fut d'autant plus grande que, parmi ces derniers intellectuels, certains manifestèrent de la compréhension pour les mouvements sociaux de la fin de l'année 1995. Le socio-démographe Emmanuel Todd que l'on qualifierait presque d'intellectuel « de famille », eu égard aux états de service de son père et de son grand-père, Paul Nizan, exprime même plus que de la frustration après avoir été « dépossédé » de la formule de la « fracture sociale » au profit d'un « mauvais plan Juppé » qui avait mis le feu aux poudres¹.

L'histoire des engagements politiques obéit à une autre rationalité que celle que certains de ses historiens lui prêtent parfois ! Alors même que depuis la seconde moitié des années 1970, les intellectuels de gauche semblaient entrés dans une phase d'assagissement qui les éloignait de leur « radicalisme congénital » (si l'on en croit certains historiens étrangers²) et contribuait à l'enterrement de leurs lectures marxistes, des groupes informels, des associations plus organisées, des revues et des publications en tout genre les ramènent aujourd'hui à d'antiques passions. Le consensus social-démocrate serait-il en train de se rompre au profit d'un néo-socialisme, vaguement marxiste celui-ci ?

Les références à Marx reviennent sous la plume de ceux qui

1. Éric Faverau, « Ces intellectuels que Chirac n'a pas déçus », *Libération*, 12 avril 1996, p. 15.

2. Par exemple, Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France. 1944-1956*, Paris, Fayard, 1982.

peuplent les rayonnages. Les philosophes, à l'heure même où, sur un ton vengeur, les meilleurs observateurs de la vie intellectuelle annoncent le retour de la philosophie sur le devant de la scène, sont parmi les premiers à nourrir ce mouvement. Jacques Derrida publia en 1993 un ouvrage qui rencontra un certain succès : *Spectres de Marx*. Gilles Deleuze avait pour projet de rédiger un livre intitulé *Grandeur de Marx*. Et Régis Debray lui-même, qui entretint des rapports heurtés avec l'œuvre de Marx, affirmait, encore récemment, la nécessité de se pencher sur le philosophe allemand, ne serait-ce que pour défendre « la variété des sons de cloche » car « tout le monde dialogue aujourd'hui, gentiment, dédaigneusement, niaisement. Ce qui me semble bien plus menacé, c'est le courage de contredire le tout-capital et la ténacité pour contrarier les "informés" et les "modernes". C'est la possibilité de parler des exploités et non des exclus, de Karl Marx et non de l'abbé Pierre, de la lutte des classes et non de la fracture sociale ¹ ».

Les cénacles, où les intellectuels se rencontrent pour échanger leurs vues sur le monde, correspondent depuis longtemps à la forme dreyfusarde de l'engagement, quand des universitaires, des écrivains, des étudiants, avaient pris, seuls, sans passer par les organisations politiques existantes, le parti d'une cause. Cette forme de sociabilité permet aux clercs de préserver leur autonomie en les tenant éloignés des règles contraignantes qu'impose toujours, peu ou prou, l'engagement dans un parti. Leur chère indépendance put se trouver très menacée par l'accession de la gauche au pouvoir le 10 mai 1981. Le début des années 1990 a vu les clubs d'intellectuels de gauche se multiplier pour répondre au vide produit par la déconcertante aventure mitterrandienne. On y défend les vertus d'un débat qu'auraient étouffé, durant les années 1980, le conformisme social-démocrate et les maléfices d'une trop grande proximité du pouvoir. Le Ressay (recherches, société, syndicalisme), fondé en 1994, appelle à la réflexion sociologues et politologues sur la base d'une critique du réformisme. Le Sprat, créé en 1992, est le sigle d'une ambition encore plus radicale : Société pour la résistance à l'air du temps. Le club Merleau-Ponty, lancé en 1995, rassemble des intellectuels de gauche qui refusent « à la fois le libéralisme et le stalinisme » et souhaitent également « sortir des jeux organisationnels de la gauche

1. Cité dans Ariane Chemin et Nicolas Weill, « Les nouveaux "compagnons de route" ? », *Le Monde*, 12 avril 1996, p. VI.

critique » : « Les débats intellectuels ont leur vie propre¹ ». Autonomie oblige !

Dans les quinze dernières années, les revues de la gauche intellectuelle se sont également multipliées ou renouvelées, munies d'approches semblables et sur la base d'une indépendance assumée. Il est clair que l'instrumentalisation par le pouvoir socialiste, dont certains intellectuels estiment avoir été les victimes (cela peut être le cas de Jacques Derrida ou de Pierre Bourdieu), les encourage à renouer aujourd'hui avec des comportements dissidents. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, comme le témoigne le lancement, en 1987 d'*Actuel Marx* ; avec le concours de l'université de Nanterre et du CNRS. Ce périodique, avec d'autres, œuvrent à la reconstruction d'une pensée de gauche radicale se réappropriant la pensée de Marx : *Revue M (Mensuel, marxisme, mouvement)*, *Lignes*, *Futur antérieur*, *Écologie et politique*, *Politis*, *la revue*, etc. Cette tentative de refondation intellectuelle du socialisme se place en dehors des clivages de partis. Communistes, écologistes ou gauchistes y sont parfois associés. Les intellectuels de gauche se sont redécouverts un patrimoine culturel que la crise culturelle des années 1970 avait relégué dans l'armoire des accessoires idéologiques désormais jugés inutiles. L'histoire intellectuelle du socialisme a ainsi souvent présenté une succession vulgarisée de ces « corsi » et « recorsi » chers à Vico. Souvent peu inventive, en dépit de l'incontestable qualité de ses acteurs, elle bégaie souvent, répète presque toujours.

Tous les intellectuels socialistes n'ont pas suivi l'itinéraire que je viens de décrire. Pourtant l'attention portée par la presse écrite à cette modalité de reconversion intellectuelle et politique méritait d'être soulignée. Elle met en valeur l'un des aspects majeurs de l'engagement des intellectuels dans le mouvement socialiste : le malentendu. Depuis le début du XIX^e siècle, intellectuels socialistes et mouvement ouvrier ont cheminé côte à côte, se sont parfois rencontrés mais n'ont qu'exceptionnellement parlé des mêmes choses. Plus grave : ils n'eurent presque à aucun moment les mêmes aspirations.

Ainsi convient-il de constater que ce que bien des intellectuels de gauche ne supportèrent pas dans le mitterrandisme fut moins son échec social que le mépris patent dans lequel les tint toujours un président de la République qui aimait les livres, avait même

1. *Ibid.*

choisi d'en faire l'accessoire symbolique de sa photographie officielle, mais n'appréciait les producteurs intellectuels que de façon épisodique et peu enthousiaste. Faut-il penser que le déficit de légitimité culturelle dont pâtit son successeur le rendit plus désireux de les séduire ? Jacques Chirac, qui passe pour aimer la poésie chinoise, mais ne put longtemps se flatter que du soutien de Line Renaud, chanteuse populaire peu apte à rallier les suffrages des intellectuels, et de Denis Tillinac, romancier régional faiblement estimé par l'intelligentsia, n'est plus tout à fait aussi seul qu'autrefois.

Parce qu'ils aiment la politique (quoi qu'il en disent), les intellectuels de gauche rêvent d'une réhabilitation de l'instance politique, quelque peu dévaluée par les coups portés contre elle par la corruption, et plus encore, par le fatalisme économique. Sur le terrain de l'une des dernières reconversions des intellectuels progressistes – la guerre de Bosnie –, Jacques Chirac acquit ainsi ses lettres de noblesse. En témoigne l'un des principaux acteurs de ce combat, Jacques Julliard, historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et chroniqueur à l'hebdomadaire organique de la gauche intellectuelle, *Le Nouvel Observateur* : « L'action revient. Depuis quelques années, Mitterrand n'agissait plus. Il parlait, de lui surtout. Mais il ne faisait rien. Il se plaignait de ses ministres. Et là, avec Chirac, au moins, on entreprend des réformes. La politique s'est remise en marche. En politique étrangère surtout¹. » A peine élu président de la République, Jacques Chirac recevait plusieurs intellectuels engagés en faveur de la cause bosniaque. Jacques Julliard en donne le récit suivant dans son *Journal de l'année* : « Quel changement de style avec Mitterrand ! Chirac éclate de santé, de besoin de se dépenser, de jubilation de se trouver là où il est. Il est venu nous chercher dans l'antichambre et s'inquiète du nombre insuffisant des chaises autour de la table ovale. Pour un peu il en charrierait lui-même. Il embrasse une collaboratrice qu'il n'a pas vue depuis la veille : " Si, si, restez, vous n'êtes pas de trop² ! ". » Le style démocratique de Chirac convaincra-t-il davantage que le genre monarque éclairé de Mitterrand ? De la même scène, un autre intellectuel, Bernard-Henri Lévy, moins nettement attaché à la gauche socialiste que Julliard mais tout aussi soucieux d'offrir au public l'image classique de l'intellectuel engagé, se montre beau-

1. Éric Favereau, *op. cit.*

2. Jacques Julliard, *L'Année des dupes*. Paris, Seuil, 1996, p. 178.

coup moins enthousiaste : « Le cadre de la réunion, bizarre, excessivement copain, qui nous dérouté – est-ce qu'on appelle "cocotte" sa chargée des problèmes culturels ? est-ce qu'on l'embrasse sur le front ? est-ce qu'on avance soi-même les sièges pour ses invités, quand on est Président ¹ ? »

La remise en marche de l'action et de la réflexion politiques est également attribuée au nouveau président de la République par l'écrivain Jean-Claude Guillebaud : « Hier, quand on parlait du risque du mondialisme, quand on s'interrogeait sur Maastricht, on était aussitôt taxé de populisme. Aujourd'hui, le centre du débat politique et économique s'est déplacé. L'étau de la pensée unique s'est quelque peu desserré, et cela dans tous les partis politiques, même au Parti socialiste. Cela, je crois, on le doit à la campagne présidentielle, et indirectement à Chirac. » Régulièrement, le président de la République accueille à sa table des intellectuels de tout genre et de toutes tendances : le philosophe Luc Ferry, le linguiste Claude Hagège, des éditeurs comme Antoine Gallimard ou Odile Jacob, des écrivains comme Françoise Chandernagor, Didier Decoin ou encore un journaliste-historien comme Alexandre Adler ².

Je ne veux pas dire ici que, sous l'effet de quelque hallucinogène, les intellectuels de gauche seraient tous passés, en bloc, à droite, ni que, sous l'emprise de la même substance, un président de droite, en quête de légitimité culturelle, aurait soudain changé de camp avec armes et bagages. Je crois cependant que cet ensemble de discours et de comportements met l'accent sur un type de rapports à la politique fait de fascination et de répulsion. L'engagement à gauche, sous-tendu, plus ou moins sérieusement, par une structure aussi légère que le Parti socialiste tel qu'il existe sous différents avatars depuis presque un siècle, ou même par une doctrine aussi labile que le socialisme français, s'inscrit d'abord dans un itinéraire personnel. Les intellectuels assurent une gestion privée de l'idée socialiste. Leurs choix politiques sont d'abord commandés par une logique intellectuelle, parfois mêlée d'une vague sentimentalité, bien plus qu'ils ne découlent de l'analyse sereine des conditions d'existence de couches sociales que ces mêmes intellectuels prétendent défendre et parfois représenter.

Les mouvements sociaux de décembre 1995, puis les prises de position dans l'affaire dite des « sans-papiers » ont ainsi mis nette-

1. Bernard-Henri Lévy, *Le Lys et la Cendre*, Paris, Grasset, 1996, p. 421.

2. Éric Favereau, *op. cit.*

ment au jour les ambiguïtés qui président à une histoire presque bi-séculaire. La rapidité et l'ampleur de la réaction des intellectuels ont pu surprendre alors que de bons prophètes annonçaient, depuis tant d'années déjà, que les intellectuels de gauche avaient rendu les armes en se réfugiant dans le silence ou en réservant leurs interventions à des causes humanitaires ou morales. Chacun se plaisait à constater le divorce entre les intellectuels et la politique, se lamentait ou se réjouissait de la séparation à l'amiable entre clercs de gauche et mouvement ouvrier. Une première alerte eût pourtant dû sensibiliser les analystes quant à la capacité de mobiliser les intellectuels sur des causes plus classiquement politiques. La guerre du Golfe avait donné l'occasion de voir réapparaître les thèmes oubliés de l'anti-américanisme, du tiers-mondisme et du pacifisme. Même les formes les plus classiques de l'engagement surgirent de nouveau : guerre de manifestes et de pétitions, prises de paroles lors de meetings, controverses de revues. Que le monde entier – et les premiers concernés d'abord – se fichât bien de cette agitation confirmait que le cadavre de l'intellectuel bougeait encore et qu'il fallait encore compter avec lui.

Décembre 1995 en fut une nouvelle illustration. Les intellectuels de gauche se divisèrent. On reprit le baluchon des pétitions, on s'enferma dans le bunker de quelques revues, on dut choisir son camp. Gare à celui qui, convaincu depuis quelques années que les temps nouveaux exigeaient plus de sérénité et de rigueur dans les débats, refusait toute espèce d'embrigadement ! On put brandir, ici et là, contre cette nouvelle éthique, l'autre vieux thème lancé par Julien Benda en 1927 : la trahison du clerc. D'un côté, la revue *Esprit* rassemblait les adeptes du pragmatisme de la CFDT. De l'autre, des pétitions ou des organisations, unissant toutes les familles de la gauche, constituaient le point de ralliement d'intellectuels qui, à l'instar du sociologue Pierre Bourdieu, soutenaient les acteurs du mouvement gréviste.

Ce contexte polémique ne laissa pas grand place au déploiement d'analyses de fond. Les mots d'ordre réduisaient les intellectuels à l'état de militants de prestige dont on recherchait l'appui. Comme aux plus beaux jours de l'affaire Dreyfus, c'est la notoriété qu'on recherchait en faisant appel aux intellectuels et beaucoup moins des avis autorisés. Zola et Bourdieu, même combat ?... Il n'est d'ailleurs pas impossible que les plus beaux esprits se soient trouvés bien en peine pour fournir des éléments de compré-

hension. Il y avait belle lurette que les syndicats ou l'histoire du mouvement ouvrier avaient cessé d'être des objets dignes d'intérêt chez des intellectuels de gauche tétanisés par une dizaine d'années de socialisme gouvernemental. Durant les années 1980, on s'était davantage plu à réfléchir sur le grand retour des idéologies libérales, à méditer sur des enjeux culturels, à tirer un trait définitif sur les avatars de la lutte des classes au profit d'une réflexion approfondie sur la démocratie. Les intellectuels de gauche n'avaient pas été les derniers à illustrer l'idéologie des droits de l'homme au détriment de toute réflexion sur le social.

Voilà pourquoi, sans doute, ils furent nombreux à se trouver si déroutés face au mouvement social de décembre 1995 qui se proposait surtout la défense ponctuelle d'intérêts extrêmement divers et parfois même contradictoires. La propension des intellectuels à s'enflammer poussa certains d'entre eux à y déceler une surprenante renaissance d'une lutte des classes trop vite oubliée quand d'autres n'y reconnaissaient que la manipulation détestable de groupuscules gauchistes. Personne ou presque ne sortit d'antiques schémas d'analyse légués par l'histoire culturelle du socialisme. Une anthropologie sauvage nous encouragerait à saisir dans cette attitude un besoin normal de réassurance au moment où toutes sortes de repères traditionnels étaient en train de se déliter. Curieuse réaction pour des intellectuels qui ne se définirent jamais que comme hommes de raison. Il est vrai qu'il n'est pas toujours nécessaire de souscrire à ce que prétendent être les acteurs d'une histoire...

Les intellectuels de gauche avaient déjà vu leur mort proclamée et s'en étaient déjà relevés plusieurs fois. La répression qui s'était abattue sur eux après les révolutions de 1848 leur avait interdit toute réflexion sur les causes de leur échec. L'explication politique ne fut pas alors la seule à les retenir : « [...] même chez les intellectuels révolutionnaires qui se prétendent matérialistes et devraient mesurer la difficulté à faire passer un message complexe chez leurs alliés populaires, il n'existe pas de réelle réflexion sur la fonction des intellectuels dans les mouvements politiques », affirme l'historien Christophe Charle¹. J'importerais volontiers ce constat désenchanté dans l'histoire longue des intellectuels socialistes, même si de temps à autre une telle réflexion fut esquissée, mais souvent sur la base d'une analyse

1. Christophe Charle, *Les Intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 1996, p. 137.

politique caduque. Le fait est particulièrement patent pour l'intellectuel d'aujourd'hui.

Celui-ci pourrait reprendre à son compte les amers propos d'Edgar Quinet, accablé par le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte : « Le monde est arrivé à une impasse, et nous nous consumons probablement en vain à chercher une issue par de profondes combinaisons théoriques¹. » Tout se passe comme si aujourd'hui les « combinaisons théoriques » avaient épuisé leurs effets et que les intellectuels étaient récusés comme acteurs utiles du mouvement social. Les formules traditionnelles de l'engagement semblent être usées jusqu'à la corde et provoquent suspicion ou ricanements. Certains sont ainsi à la recherche d'autres modèles.

Directeur de la revue *Esprit*, Olivier Mongin en a récemment proposé l'un des plus originaux et, surtout, des plus en accord avec son temps :

L'intellectuel à la française est pris dans ce tourniquet : au moment où il creuse un double tombeau – celui où est enterrée interminablement l'histoire et celui où viennent reposer les grandes figures intellectuelles d'hier qui font rêver à une histoire plus glorieuse –, ne voilà-t-il pas qu'il se remet à penser, d'une manière exigeante, à ce qui fait que l'homme est un animal qui, d'Aristote à Marx, est destiné à inventer sa *praxis*, à agir. Là voilà donc revenue cette satanée *praxis*, mais on s'en aperçoit peut-être d'autant moins qu'on voudrait la voir à nouveau embraser l'histoire et enchanter nos imaginations. Quoi donc ? Que racontez-vous ? Les intellectuels français recourant à tous les ingrédients de la pensée anglo-saxonne se mettraient à observer au microscope et à disséquer les ressorts de l'action... Le sceptique ne craint pas de voir là un dernier avatar de la *beauté du mort*, mais je crois pour ma part que cette réflexion trop tardive, encore morcelée et indécise, est l'indice d'une « entrée en démocratie » de la part d'une intelligentsia qui a toujours eu tendance à la déprécier, l'intellectuel étant par principe l'homme qui se méfie de la *doxa*. *Tombeau pour les intellectuels* ? Oui, mais seulement dans le sens où la période évoquée marque la fin d'une certaine histoire des intellectuels et se présente comme une parenthèse au cours de laquelle un style, un type de comportement se substituent progressivement à un autre².

1. Citation *ibid.*, p. 138.

2. Olivier Mongin, *Face au scepticisme. Les mutations du paysage intellectuel ou l'invention de l'intellectuel démocratique*, Paris, La Découverte, 1994, p. 371-372.

L'invention de l'intellectuel démocratique ne marque pas le désengagement des intellectuels mais traduit plutôt une version prudente, presque minimaliste, de sa fonction sociale. Plusieurs intellectuels défendirent cette version au cours des années 1980 : de Jean-Noël Jeanneney, pour lequel le « silence » est tout provisoire – « [...] devant l'effritement de ces mythes que tant d'entre eux, à gauche, avaient servis et illustrés, il leur faut redéfinir l'ambition et les ressorts de leurs interventions ¹ » – à Alain Tournain – « De quoi avons-nous le plus besoin : d'intellectuels qui prophétisent un passé indéfiniment rejeté ou de ceux qui font apparaître des questionnements encore confus et aux réponses incertaines ? Je préfère ceux qui parlent d'une voix basse et hésitante aux discours tonitruants qui prophétisaient la mort de l'homme et qui n'annonçaient, en fait, que la mort d'une tradition ². » Cette conception de l'engagement est-elle d'ailleurs si éloignée des valeurs qui avaient présidé à l'intervention des intellectuels au moment de l'affaire Dreyfus ? Je ne le crois pas. Celle-ci était déjà marquée au coin d'une idéologie des droits de l'homme et faisait appel à la raison bien plus qu'à la passion. Le modèle d'engagement contraignant, que Sartre théorisa bien des années plus tard, était alors encore minoritaire et ne devint vraiment dominant qu'avec la Première Guerre mondiale. L'apparition du double fascisme-communisme sanctionna finalement la pertinence de cette forme d'intervention.

Alors que pendant près de deux siècles des intellectuels ne cessèrent de s'interroger sur la forme sociale inédite que constituait le socialisme – ils récusaient au communisme réel cette qualité –, la gauche intellectuelle a aujourd'hui renoncé à de telles questions. Plus nettement encore : elle est sortie d'un âge où l'idée de progrès sous-tendait ses efforts désespérés pour conjuguer la science, la culture et le socialisme (ou la République sociale). Les deux premières ont retrouvé une autonomie qu'elles avaient perdue. Le socialisme avait fait une forte consommation d'intellectuels car il se présenta longtemps comme un projet culturel et scientifique. Les revues, les écoles, les cénacles, qui lui étaient liés, recouraient aux autorités culturelles promues au rang d'autorités sociales.

L'un des traits les plus saillants de l'histoire intellectuelle du socialisme, dans ces dernières années, est sa renonciation à sa

1. Jean-Noël Jeanneney, « 1983 », *Le Débat*, 50, mai-août 1988, p. 141.

2. Citation dans Olivier Mongin, *Face au scepticisme...*, *op. cit.*, p. 319.

base la plus fondamentale : l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière (ou du peuple). Aux deux extrémités, les acteurs ont changé¹. La « classe la plus pauvre », comme disait Saint-Simon, fait défaut, et les intellectuels sont peu à peu remplacés par des experts chargés de fournir des réponses à l'État ou à la société par l'intermédiaire des médias. Ils n'ont plus la mission de déployer des perspectives. Dès 1979, l'une des principales figures du Parti socialiste, Michel Rocard, dessinait l'horizon de la fonction intellectuelle pour la fin du siècle : « Je tiens, moi, que le rêve en politique, disons l'excès de rêve, est une attitude de droite². »

Si le socialisme n'est plus une science et s'il ne peut être un rêve, il peut devenir une technologie ordinaire du pouvoir, une façon rationnelle de gouverner, comme l'escomptaient d'ailleurs autrefois le même Saint-Simon ou son lointain descendant le sociologue Émile Durkheim. Dans cette configuration, les intellectuels traditionnels, pétris d'idées générales, de littérature et de philosophie, ont bien peu de place. Leurs principes n'ont guère d'utilité pas plus que leur façon de poser davantage de problèmes qu'ils n'en résolvent. Leurs airs tourmentés sont sans écho en une période indécise mais avide de certitudes.

Et qui irait aujourd'hui défendre leur fonction cléricale en soutenant la vieille idée, qui contribua au succès du socialisme naissant, que celui-ci deviendrait la religion de l'avenir ? Les intellectuels de gauche se sont sans doute beaucoup trop trompés pour escompter le renouvellement de leur fonction prophétique. Eux-mêmes désenchantés, ils éprouveraient quelques difficultés à entrer de nouveau dans la peau du personnage du prophète, même si certains d'entre eux tentent de renouveler le contrat passé avec la nation.

Ceux qui résistent en effet aux sirènes du repli sur soi essaient peut-être de donner voix, une dernière fois, à ceux qui ne peuvent se faire entendre. C'est ainsi qu'il convient de lire l'entreprise conduite par Pierre Bourdieu en un livre qui laisse parler ceux qui souffrent dans leur existence sociale³. Cet ouvrage de sociologie est à la mesure d'une histoire crépusculaire qui voit s'effacer un modèle ancien : celui où les intellectuels

1. Cf. Diana Pinto, « Le socialisme et les intellectuels : le conflit caché », *Le Débat*, 18, janvier 1982.

2. Michel Rocard, *Parler vrai*, Paris, Seuil, 1979, p. 57.

3. Pierre Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

conféraient du sens aux hommes et aux choses et enseignaient ceux qui ne savaient pas. Ce modèle républicain sur lequel se sont appuyés les intellectuels socialistes pendant si longtemps a cessé de fonctionner.

Un flou conceptuel ombre l'idée socialiste. J'aurai l'occasion de le signaler à plusieurs reprises dans la suite de ce livre. A l'encontre du communisme qui, en France, bénéficiait de contours plus dogmatiques, grâce à l'existence d'un parti politique intellectuellement structuré, le socialisme a laissé place à des variantes. Ce caractère ne peut aujourd'hui que se renforcer à tel point que l'on aura quelque mal à désigner les intellectuels qui font aujourd'hui partie de la famille socialiste. On pouvait encore les repérer sans trop de difficulté au cours des années 1970, puisqu'ils étaient entrés nombreux dans un parti socialiste rénové et qui faisait appel à leurs services. Un philosophe comme Régis Debray ou un penseur politique comme Pierre Rosanvallon, longtemps engagé aux côtés des syndicalistes de la CFDT, théorisaient, avec pour horizon l'idée socialiste. Le second n'était en outre pas loin de réaliser le vieux rêve poursuivi par les intellectuels de gauche depuis le début du siècle : installé dans une organisation ouvrière, dont il était l'un des principaux théoriciens, il y mettait en place une pensée politique élaborée à partir d'une pratique de terrain en contact permanent avec le mouvement ouvrier. Et il n'y eut pas que de la fiction dans cette posture.

Quelques années plus tard, le même Rosanvallon, sans désavouer son œuvre d'antan (la configuration dans laquelle les intellectuels socialistes se trouvent placés leur permet de faire l'économie des phénomènes de conversion propres à des structures plus rigides), prit ses distances. Devenu directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, il publia plusieurs ouvrages d'histoire et de philosophie politiques. En 1988, il contribua à un livre qui tentait de comprendre, à chaud, les conditions de la réélection de François Mitterrand. Il y faisait ce constat désabusé qui révélait que, si les valeurs et les pratiques défendues par nombre d'intellectuels socialistes depuis bien longtemps l'avaient finalement emporté, il s'agissait néanmoins d'une victoire à la Pyrrhus :

En moins de sept ans, les socialistes ont accompli une indéniable révolution culturelle. La pédagogie des contraintes économiques

et la diffusion de la critique du totalitarisme se sont conjuguées pour faire sortir la société française de son âge idéologique. Les visions volontaristes et constructivistes du politique ont majoritairement été abandonnées. C'est beaucoup de ne plus dire de bêtises, mais cela ne suffit plus à structurer un discours positif. On ne peut pas fonder une politique sur un simple éloge du pragmatisme. Nous sommes arrivés au bout d'un processus critique, au moment où la positivité des remises en cause salutaires laisse soudainement place à une sorte d'abîme. L'antitotalitarisme ne peut plus jouer le rôle moteur qui avait été le sien au milieu des années soixante-dix. A droite comme à gauche, le discours politique se trouve du même coup aspiré vers un silence pesant et creux à la fois. Nous avons finalement troqué la langue de bois d'hier pour une langue de caoutchouc. Une même sorte de novlangue, pâteuse et imprécise, est maintenant parlée par presque toute la classe politique¹.

Ce désarmement du politique ne convient pas à Rosanvallon comme, au fond, il ne satisfait aucun de ceux qui contribuèrent à la vitalité de l'idée socialiste. Le dévoiement de constructions théoriques en dogmes affadis par la vie démocratique ne doit pas conduire à l'abdication des cerveaux. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, en appellent à la relance d'une activité réflexive ayant pour objet premier la politique. Ils sont d'ailleurs quelques-uns à l'avoir déjà entrepris comme je l'ai signalé plus haut ; en désordre, en ressassant parfois de vieilles rengaines ou en s'alignant trop confortablement sur les valeurs promues par le « mondialisme », mais tous sous-tendus par une dynamique positive.

Cependant, ce nouveau travail théorique se fait chacun chez soi. Le militantisme des intellectuels de gauche est désormais, si j'ose cet oxymoron, *privé*. Il s'effectue dans de petits cénacles, dans d'obscures revues, à l'abri du mouvement social. De telles attitudes mettent au jour les rapports constants de la gauche intellectuelle et du peuple, de l'intellectuel avec la démocratie. Je soutiendrais volontiers que depuis Voltaire et la République des lettres, le modèle du monarque éclairé, qui assigne à l'intellectuel une place décisive dans le gouvernement des hommes, est demeuré une espèce de paradis politique à peine inconscient

1. François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre. La fin de l'exception française*, Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 1988, p. 138.

chez les clercs de gauche. S'il les avait moins ouvertement méprisés ou s'il n'avait pas si soigneusement préféré les morts aux vivants, François Mitterrand aurait pu les rallier à sa monarchie républicaine. Le peuple n'est bon que représenté et fréquentable ou seulement incarné dans des personnes distinguées. Les alliances passées avec lui s'enracinent dans la haine de l'argent et le mépris du bourgeois bien plus qu'en un amour instinctif de l'égalité. Après avoir regretté en 1983 le « silence des intellectuels », Max Gallo proposait en 1984 une singulière définition du socialisme : « Le socialisme est avant tout un individualisme [...] ¹. » Ce que François Furet ² révèle comme premier mobile de l'engagement communiste me semble également valoir comme l'une des composantes au cœur des sympathies socialistes : le dégoût du monde bourgeois, vieil *éthos* artiste, repris, en plein XIX^e siècle, d'attitudes aristocratiques politiquement renversées. « J'ai toujours et comme par instinct [...] profondément méprisé les bourgeois », lance Stendhal dans la *Vie de Henry Brulard* ³.

Les intellectuels, et pour cause, tissèrent avec le socialisme des liens d'ordre « intellectuel ». En dépit de leurs aspirations, ils se plient avec difficulté au fonctionnement politique qu'impose la démocratie. Ils se satisfont, somme toute, assez mal du compromis rousseauiste : la délégation ne recouvre-t-elle pas un processus qui fait fi de l'esprit ? Ne représente-t-elle pas une solution intellectuellement assez peu convenable en remettant en cause l'autorité naturelle de l'intellectuel, appuyé sur sa capacité singulière à envisager le monde ? Derrière le suffrage universel, l'intellectuel redoute toujours un tant soit peu le démagogue. Chez Rousseau, le retour du sacré dans chacune des procédures nées du suffrage universel risque, à tous les coups, de favoriser ces « orateurs populaires », gros consommateurs de mythes, qui déplaisaient tant à Gustave Le Bon ou à Vilfredo Pareto.

La remise au goût du jour de l'individualisme dans les années 1980, dont témoigne par exemple l'essai de Max Gallo, accompagne un nouveau rapport à l'histoire. Cette dernière ne semble plus soutenir les perspectives politiques. L'immédiateté, la représentation, le paraître, le quotidien, ont mis à l'écart les

1. Max Gallo, *La Troisième Alliance, pour un nouvel individualisme*, Paris, Fayard, 1984, p. 183.

2. François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

3. Stendhal, *Vie de Henry Brulard*, Gallimard-Folio, 1973, p. 42.

avenues, tracées par les grandes machineries historiques, qui conduisaient à des lendemains enchantés. Comment désormais articuler une doctrine politique, délibérément intime avec l'histoire, avec une post-modernité qui ravale l'existence au règlement des plaisirs et des jours? L'idée socialiste s'était toujours inscrite dans l'histoire : elle honorait son passé et prétendait définir les linéaments d'un avenir. Si les intellectuels socialistes passèrent autrefois de longs moments à en décrire les différents avatars, ils semblent aujourd'hui y avoir renoncé. L'historiographie du socialisme s'est ainsi presque brutalement affadie autour des années 1970.

La nouvelle tendance culturaliste – faut-il dire folklorisante? – qui touche parfois l'histoire nationale n'est pas sans traduire les modifications de fond affectant la vie politique française des quinze dernières années. Elle porte les traces des métamorphoses ayant affecté les rapports entre la gauche et les intellectuels et l'idée que ceux-ci se font du socialisme, du progrès et du changement social en général. Il est clair que ce qui les lie au temps et donc conditionne leur insertion dans la politique voit sa nature aujourd'hui profondément transformée. Que l'histoire politique se *dépolitise* manifeste ce nouveau climat dont nul ne peut contester les vertus épistémologiques.

J'admets volontiers que l'aplatissement des conflits idéologiques qu'entraîne une démarche anthropologique pose des problèmes similaires à ceux qu'avait naguère soulevés l'« histoire immobile ». A distance, les différences produites par l'événement ou les partis pris idéologiques s'atténuent dans le brouillard de la longue durée. Le rôle de tel agent historique, dont on rédige aujourd'hui la biographie avec le plus grand soin, n'a qu'un faible poids dans le procès historique dans lequel il est pris. Et que dire alors des querelles de chapelles entre socialistes et les commentaires que celles-ci purent susciter chez les intellectuels! On doit pourtant bien convenir que ces hommes et ces conflits eurent leurs effets, aussi limités fussent-ils. C'est dans cette tradition conciliante, qui allie les mérites de la longue durée, où se dessinent de longs *trends* faits de culture et de sensibilité, à ceux d'une micro-histoire dans laquelle se jouent des controverses, que pourrait se placer une nouvelle histoire intellectuelle du socialisme français.

Nombre de doctrinaires socialistes se hâtèrent autrefois de mettre en évidence la « tradition » idéologique qu'ils préten-

daient illustrer et utilisèrent l'histoire pour affirmer l'existence d'un legs, au demeurant bien discutable, dans les termes d'une pure filiation, qui venait en quelque sorte légitimer le rôle historique de la doctrine socialiste. Au seuil de son *Histoire de la Révolution française*, publiée entre 1847 et 1870, dans laquelle il plaçait l'origine de l'histoire du socialisme, le théoricien socialiste que fut Louis Blanc situait au plus haut les vertus de l'histoire de la pensée. Et pour cause ! Le socialisme ne pouvait se présenter que sous le jour d'un idéal moral n'ayant cessé, depuis des siècles, de lutter pour tenter de s'imposer : « Ici s'ouvre une histoire bien plus émouvante, bien plus tragique que celle des peuples broyés par la conquête ou les bataillons qui se heurtent : l'histoire de la pensée ! de la pensée, partout saisie d'enthousiasme, partout irritée, respirant la lutte, cherchant l'imprévu, et prête à bouleverser, d'un bout de l'Europe à l'autre, le royaume des esprits ¹. » Plus loin encore, Louis Blanc assène à ses lecteurs cette leçon de méthode historique : « Ce n'est pas la force qui mène le monde, quoi qu'en puissent dire les apparences : c'est la pensée ; et l'histoire est faite par des livres ². » Comment ceux qui espéraient pouvoir changer le monde par la promotion et la publicité d'une grande idée auraient-ils pu penser autrement ?

L'histoire du socialisme et l'histoire par le socialisme est donc un genre ancien. Il serait envisageable de lui trouver des origines dans les grands textes historiques produits par la mouvance socialiste du XIX^e siècle. Il est néanmoins plus pertinent de souligner la considérable multiplication d'ouvrages traitant de l'histoire du socialisme dans la contemporanéité de trois événements qui éclairent son émergence : la naissance d'une histoire aux aspirations scientifiques, l'apparition de partis politiques socialistes structurés, les débuts de la réception des idées de Marx, enfin, et de leurs premiers succès auprès de quelques intellectuels. Il arriva même à l'Université de la fin du XIX^e siècle d'accueillir des thèses traitant de socialisme : celles de Jean Jaurès (*Les Origines du socialisme allemand*) et de Charles Andler (*Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*) en fournissent deux bons exemples. Durkheim lui consacre même un cours à la fin du XIX^e siècle du haut de sa chaire bordelaise. L'histoire du

1. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Langlois, 1847, t. 1, p. 27.

2. *Ibid.*, p. 477.

socialisme se fraye ainsi sa voie aux confins de la science et de la politique.

Il est donc à peine étonnant de voir aujourd'hui un genre disparaître en fonction de conditions inverses de celles que je viens d'énoncer : les doutes actuels rencontrés par les sciences sociales, le déclin des partis et le reflux historique du marxisme. L'un des derniers essais consacrés à l'histoire du socialisme donne l'impression de contourner le sujet en portant le titre *De la démocratie française*¹. Les raisons de l'assouplissement de l'histoire du socialisme ont pour fond le contexte intellectuel signalé plus haut. Les événements historiques capitaux qui marquèrent la fin de la décennie 1980, alors même que les socialistes français se trouvaient au pouvoir depuis une dizaine d'années presque par malentendu, n'ont pas stimulé les historiens. Bien au contraire. Le changement de paradigme, marqué par la conviction, de plus en plus répandue chez les auteurs, de l'importance du poids des singularités dans les processus historiques, nourrit un scepticisme qui entrave la possibilité d'une histoire des grands massifs sociaux ou idéologiques comme le fut le socialisme français. L'un des aspects les plus positifs de cette « faillite des idéologies » sur le plan scientifique est la fin d'une sacralité qui interdisait à ceux qui les examinaient de les appréhender autrement que sous le jour sous lequel elles se présentaient. Il est désormais possible de ne pas limiter le socialisme à une question d'ordre strictement politique, encore moins à celui de la sphère scientifique, comme on tenta de le faire parfois, ou même à l'état d'une religion séculière comme le prétendirent certains de ses ennemis ou quelques-uns de ses doctrinaires désireux de lui assigner une mission spirituelle dans un monde désenchanté.

Les temps où l'on se plaisait à instruire des procès contre des intellectuels « aveuglés » sont déjà fanés. Sous l'angle éthique, le socialisme français, quand il lui arriva d'être criminel, le fut d'ailleurs plus par lâcheté que par projet. Qui peut cependant vraiment croire qu'une pensée engendre par *nécessité logique* des monstres réels²? Qui peut soutenir encore que des intellectuels doivent endosser la responsabilité des incarnations historiques de

1. Marc Sadoun, *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard, 1993.

2. Voir Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France, 1944-1956*, *op. cit.*

bribes de leurs pensées, même les pires ? Il n'est plus de mode aujourd'hui de vouloir faire le bonheur des peuples. Dont acte. Pour autant, les intellectuels qui naguère caressaient de tels rêves doivent-ils passer pour des criminels machiavéliques ou de sinistres naïfs ?

Aborder l'histoire du socialisme français par le biais d'une histoire intellectuelle sans l'intégrer à l'histoire du mouvement ouvrier offre l'occasion de souligner sa spécificité. Il a souvent été relevé que l'une de ses caractéristiques était sa forte teneur en discours et que ceux-ci l'emportaient fréquemment sur les pratiques. Il est vrai qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, Roberto Michels attribuait ce trait à l'ensemble du socialisme européen : la doctrine socialiste, écrivait-il, « est née de réflexion de philosophes, d'économistes, de sociologues et d'historiens. Il n'est pas, dans les programmes socialistes des divers pays, un seul mot qui ne représente la synthèse du travail d'une foule de savants. A quelques exceptions près, les pères du socialisme moderne furent en premier lieu des savants, et seulement en deuxième lieu, des politiciens, au sens strict du mot ¹. » Il convient cependant de faire le départ entre ce socialisme des intellectuels et celui qui atteint les autres acteurs sociaux comme il faut d'ailleurs envisager le rapport de l'un à l'autre. Tout se passe comme si les clercs étaient toujours restés à ses marges, récusant d'emblée le modèle que le Parti communiste proposa à partir des années 1930 et plus nettement après la Seconde Guerre mondiale. C'est en partie cette forme sociale de l'engagement qui préside à l'histoire intellectuelle du socialisme français. Les écarts sont nombreux et les dissidences constitutives. L'odyssée de l'idée socialiste constitue donc un objet d'histoire parfait.

Le livre qui suit voudrait tenter d'accorder deux démarches apparemment contradictoires mais intimement liées. La première vise à replacer le socialisme dans la longue durée. La seconde s'attache à remettre en cause l'existence même d'une doctrine unique sur une séquence aussi prolongée que la période contemporaine dans le cadre de laquelle le socialisme est habituellement cantonné. Il est vrai que l'on ne parle pas du même socialisme dans les différents milieux qui ont recours à ce mot ni, plus encore, sur près de deux siècles d'histoire. Ni l'outillage mental, juridique ou philosophique, ni les classes sociales qui assurèrent

1. Roberto Michels, *Les Partis politiques*, Paris, Flammarion, 1973, p. 173.

l'épanouissement du socialisme ne peuvent être assimilés les uns aux autres. La propriété, l'égalité, la justice ou la liberté s'entendent bien différemment au fil d'années qui séparent le temps de Saint-Simon du nôtre. Le fonctionnement même de la vie politique, ayant subi des changements décisifs lors de la mise en place, à la fin du XIX^e siècle, de la démocratie de masse, a imprimé à l'idée socialiste des modifications majeures. On constatera, pour le dire grossièrement, que le passage du socialisme comme science de l'organisation au socialisme comme politique a contribué à écarter celui-ci d'un horizon intellectuel. Il lui a conféré une dimension plus spirituelle, pour ne pas dire religieuse, en insistant davantage sur ses contours mythiques nécessaires à son efficacité en régime de suffrage universel.

L'histoire de l'État a couramment imposé des catégories d'analyse qui ne convenaient guère à des périodes où celui-ci n'existait pas avec les traits que nous lui reconnaissons aujourd'hui. L'histoire de la politique contemporaine souffre souvent de ces mêmes anachronismes et pose de mauvaises questions à des doctrines élaborées dans de tout autres contextes culturels. Le socialisme n'est pas une théorie sociale qui naît, s'épanouit et meurt un jour. Elle est une réponse diversifiée à des demandes sociales changeantes. Elle correspond, chez les intellectuels qui la portèrent, à des comportements qui l'éclairent. La faillite des expériences du socialisme réel depuis le XIX^e siècle et le nombre considérable d'écoles qui prétendirent l'incarner font qu'il n'est plus possible de présenter celui-ci sans insister sur son équivocité.

Il serait pertinent, dans un premier temps, de dégager non pas deux courants ou deux idéologies mais deux grands types de comportement manifestés par les intellectuels qui contribuèrent à l'élaboration du socialisme français. Disons d'emblée que les deux peuvent coexister dans la même famille ou au sein de la même âme. Le premier s'applique à la critique, voire à la ruine du capitalisme et de ses effets nuisibles. Le second tente de construire. C'est par la mise en évidence des distinctions et des oppositions, analysées dans le contexte qui leur donne naissance, que l'on saisira le mieux les sens multiples du socialisme. On ne peut ainsi s'en tenir à l'une des distinctions qui établit une ligne de partage entre les socialistes pour qui l'État est destiné à « absorber toutes les fonctions, y compris celles que l'on a considérées de tout temps comme relevant exclusivement de l'initia-

tive individuelle » et d'autres (dont Fourier ou Proudhon pourraient passer pour les premiers représentants) pour lesquels « l'avenir appartient à l'association volontaire et autonome, si bien que l'État est appelé à se résorber peu à peu dans les groupements librement constitués par les individus en vue de fins économiques ou morales déterminées ¹ ». Bien d'autres clivages deviennent encore visibles en fonction des échelles d'observation retenues. Le jeu des déclinaisons serait ainsi infini. Les révolutionnaires ont enfin fini de s'opposer tout uniment aux réformistes.

En dépit des problèmes que soulève le mot « socialisme », j'y aurai souvent recours. Comment y échapper ? Il nous précède et s'impose à nous. C'est là le seul compromis à passer. Ce livre n'est donc nullement une leçon de dogmatique politique : il entend plutôt démontrer la fragilité théorique d'une doctrine qui eut pourtant toute son efficace historique et se dota parfois d'une belle arrogance scientifique. Ou, pour présenter plus sereinement la méthode, je ne ferai ici que reprendre les termes d'un anthropologue de la politique qui annonce, avec humilité, au seuil d'un ouvrage au sujet aussi labile : « Notre discours demeure le plus souvent incomplet, mais il porte sur un objet global *donné*. C'est l'inverse d'un discours qui se voudrait complet et porterait sur des objets arbitrairement *posés*, ou choisis ². » Plus pragmatiquement encore, la communication n'est rendue possible à l'intérieur d'une communauté scientifique que sur la base d'un protocole qui établit des concepts quasi universels. Que le « développement récent qui accentue la spécificité de chaque culture », au cœur même des nations ou des civilisations à prétention unifiante, détruisse et affaiblisse les universaux doit nous conduire non pas à les récuser comme purement imaginaires mais à les déconstruire pour en mieux comprendre les mécanismes. C'est finalement à suivre l'odyssée de l'*idée socialiste* que ne commande aucune définition axiomatique que le lecteur est invité.

1. Jules Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet. Contribution à l'étude du socialisme expérimental*, Paris, Publications de la Société nouvelle de librairie et d'édition/Cornély, 1907, p. 171.

2. Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, « Esprit », 1983, p. 23.

CHAPITRE I

L'invention du socialisme français

Dans *Choses vues*, Victor Hugo rapporte l'anecdote suivante. Entre deux séances de l'Assemblée constituante élue en 1848, Proudhon rencontrant son collègue Anthony Thouret, se prit à dénoncer les socialistes comme premiers responsables des difficultés dans lesquelles se débattait la République. « Mais vous-même n'êtes-vous pas socialiste ? lui demanda Thouret – Moi, un socialiste ? Par exemple ! – Ah, çà ! Qu'êtes-vous donc ? – Je suis un financier. »

Les historiens devraient se méfier des définitions qui associent trop vite la réalité des mots à celle des choses. Ils font cependant du réalisme une consommation effrénée et nul ne doute de l'existence du *socialisme*, du libéralisme, du *communisme*, notions qui nourrissent les polémiques et ont fait la vitalité du débat politique français. A l'exemple de Rousseau au seuil de son *Discours sur l'inégalité*, ils retiennent ces termes à la condition expresse d'avoir au préalable écarté « tous les faits ». Comment procéder avec plus d'audace ? Les observateurs de la vie politique tombent ainsi couramment dans l'un des pièges que leur tend celle-ci : l'essentialisme qui en est la condition naturelle¹.

Dans le premier volume des *Œuvres complètes* de Pierre Leroux, on peut lire ce propos de 1851 : « J'inventais il y a vingt ans le terme de socialisme pour l'opposer au terme d'individualisme. » Le même revient sur cette paternité dans *La Grève de Samarez* (1863) : « C'est moi qui, le premier, me suis servi du mot socialisme. C'était du néologisme alors, un néologisme néces-

1. Régis Debray, *Critique de la raison politique*, Paris, Gallimard, 1981.

saire. Je forgeai ce mot par opposition à individualisme qui commençait à avoir cours. » En novembre 1831, le mot est pourtant déjà présent dans le journal *Le Semeur* et il est attesté en février 1832 dans le périodique saint-simonien *Le Globe*. En 1833, il est également utilisé dans *Le Phalanstère* de Victor Considérant. Louis Reybaud commence en août 1836 une série d'articles dans la *Revue des deux mondes* intitulée « Socialistes modernes ». Le terme fait recette dans de nombreuses polémiques dès les années 1850 : il est donc immédiatement sujet à toutes les définitions à usage interne ou externe. La confusion est ainsi la plus extrême dès la naissance du mot. Il arrive même à des penseurs, ultérieurement classés dans l'ordre des théoriciens réactionnaires, d'être agrégés à la famille des socialistes : pareille « infortune » frappa Maistre, Bonald et même, bien plus tard dans le siècle, le théoricien antisémite Édouard Drumont. Jean-Baptiste Godin tente de faire le point : « Si l'on vous a quelquefois qualifié de *socialiste*, cher lecteur, on n'avait sans doute pas l'intention de vous faire un compliment. On voulait tout au moins trouver en vous un songe-creux, un rêveur et un utopiste, peut-être même pensait-on vous désigner comme désireux du bien des autres, partisan du nivellement des fortunes, ennemi de l'ordre public, ou fauteur de spoliation des classes qui possèdent : car telle a été la charité de ceux qui ont fait du mot de *socialiste* une épithète injurieuse ¹. »

On sait que l'histoire n'eut de cesse de rebattre les cartes et de bannir ou de recycler des termes en fonction des circonstances. Le mot « socialisme », comme disait Balzac de celui de « République » fut « encore plus formidable peut-être que l'idée ² ». S'il put arriver à Jaurès de se dire communiste, le qualificatif fit horreur à la plupart des socialistes après le Congrès de Tours (1920), durant lequel « socialistes » et « communistes » se divisèrent, comme il était déjà repoussé par quelques-uns des théoriciens du socialisme dans la première moitié du XIX^e siècle. Jean-Baptiste Godin dénonçait le communisme, dangereux à ses yeux : cette doctrine ne se contentait-elle pas de la haine du mal au détriment de l'étude scientifique du social ? Bannissant la science, le

1. Jean-Baptiste Godin, *Solutions sociales*, présentation et annotation par Jean-François Rey et Jean-Luc Pinol, Quimperlé, La Digitale, 1979 [1^{re} édition : 1871], p. 27.

2. Honoré de Balzac, *Les Paysans*, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, t. IX, 1978, p. 221.

communisme, selon Godin, ignorait ce fait que les « hommes ne naissent donc pas égaux en droits et en devoirs¹ ». Et c'est un « socialiste » qui parle. De même, le sociologue Émile Durkheim, bien disposé à l'égard de ces premiers socialistes du XIX^e siècle qu'il avait étudiés, distingue nettement socialisme et communisme. La confusion entre les deux termes était, selon lui, impossible, alors même qu'il arrivait à son ami Jaurès, immergé dans la vie politique, de la pratiquer : « Identifier le socialisme et le communisme, c'est donc identifier des contraires. » Le premier terme, cousinant avec la sociologie, permet de se demander « si tel type de commerce et d'industrie est en rapports avec les conditions d'existence des peuples qui le pratiquent, s'il est normal ou morbide », quand le second se propose « d'estimer la valeur morale de la richesse *in abstracto* » et la nie : « Le communisme est mû par des raisons morales et intemporelles, le socialisme par des considérations d'ordre économique. » Il n'en demeurait pas moins qu'il arrivât à certaines écoles socialistes de se trouver « contaminées » par le communisme : Durkheim en est finalement conduit à distinguer deux grandes familles socialistes au cours de son histoire : l'une gestionnaire, savante et quasi scientifique, l'autre sentimentale et donc dangereuse².

Passant en revue nombre de définitions du socialisme admises par le sens commun, Durkheim, arguments à l'appui, les avait déjà toutes rejetées. Le socialisme ne pouvait passer pour la négation pure et simple de la propriété individuelle : Durkheim disait même pouvoir constater qu'à l'inverse on trouvait des atteintes à la propriété dans l'existence de certains monopoles d'État et que l'héritage, auquel s'en prenaient certains socialistes, constituait une espèce de communisme familial qui niait la notion de propriété individuelle dont on pouvait légitimement penser qu'elle commençât avec l'individu pour s'achever avec lui. La subordination de l'individu à la collectivité ne permettait pas plus de définir le socialisme puisque ce rapport était au principe même de toutes les sociétés. L'amélioration enfin du sort des classes laborieuses ne le caractérisait nullement : qui, à la fin du XIX^e siècle, quand tout un chacun se trouvait obsédé par la question sociale, ne le souhaitait pas ? Certaines doctrines socialistes, en outre, rappelait Durkheim, ne limitaient pas leur horizon à la

1. Jean-Baptiste Godin, *Solutions sociales*, *op. cit.*, p. 38.

2. Émile Durkheim, *Le Socialisme*, Paris, Alcan, 1928, rééd. PUF 1971, p. 63 et *sq.*

classe la plus pauvre : Saint-Simon, l'un des tout premiers¹. Le sociologue préféra donc caractériser le socialisme que le définir : son originalité résidait dans le fait qu'il relevait à la fois des doctrines sociales qui décrivaient et de celles qui proposaient des réformes. Le socialisme, plus que toute autre pensée politique, introduisait ainsi comme référent décisif la science dans le discours et la pratique politiques. Ici se reconnaît l'un de ses ressorts les plus profonds qui eut de lourdes conséquences sur les rapports que les intellectuels entretenirent avec lui, qu'ils fussent ses amis ou ses ennemis.

A la fin du XIX^e siècle, des socialistes de toutes chapelles défendaient indifféremment les mérites du socialisme, du collectivisme et parfois même du communisme, côtoyant alors dangereusement le lexique anarchiste : « Donc ce que nous voulons, c'est la réalisation effective du principe socialiste, et nous déclarons tout d'abord que seul le collectivisme est la formule concrète du socialisme. Ce n'est pas là une conception qui nous soit propre : en fait le parti ouvrier et socialiste du monde entier, dans tous les pays et dans toutes les écoles secondaires, a abouti au collectivisme, je veux dire à cette forme du communisme qui peut succéder immédiatement à l'ordre capitaliste, et qui évoluera ensuite sans secousse vers le communisme libertaire². » Mais jamais peut-être autant qu'en cette période flamboyante de l'histoire de l'idée socialiste, celle-ci ne fut en butte aux secousses de l'indéfinition. L'affaire Dreyfus et le parlementarisme l'assimilaient de plus en plus à l'idée républicaine poussée à son terme. Habité par un souci normatif aigu, le socialiste Adéodat Compère-Morel, spécialiste des questions agricoles, tenta au début du XX^e siècle de fixer la formule chimique du socialisme dans une vaste *Encyclopédie socialiste*. On pouvait y lire l'une des nombreuses définitions possibles dont la nature contredit, une nouvelle fois, tout effort de caractérisation simple de la doctrine : « Le socialisme, comme doctrine, a pour point de départ la critique du système de propriété privée. Il y découvre la source première de presque toutes les misères³. » Une connaissance, même triviale, de

1. *Ibid.*

2. Jean Jaurès, « L'État socialiste et l'État patron », *La Revue socialiste*, juin 1895, cité dans Jean Jaurès, *Libertés*, textes présentés par Gilles Candar, Paris, EDI, 1987, p. 157.

3. Adéodat Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste*, Paris, Quillet, 1912, p. 7.